



**ABACUS AEC**

**Audit Expertise Comptable**

Associée

Véronique BACO-ANTONIALI

Commissaire aux Comptes

Habileté à certifier les informations en matière de durabilité

Expert-Comptable

Expert près la Cour d'Appel de Lyon

**HESPUL**

Association loi 1901

Siège social : Les Nioules – 69550 AMPLEPUIS

Etablissement et adresse de correspondance :

14 Place Jules Ferry 69006 LYON

SIRET : 40217870100015

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

**CABINET ABACUS AEC**

25 Bis rue du Clos Varissan 69390 MILLERY

Tel : 04 26 65 32 46 – [contact@abacus-aec.com](mailto:contact@abacus-aec.com) – [www.abacus-aec.com](http://www.abacus-aec.com)

SAS au capital de 15 000 € - 798 729 307 RCS LYON

Société inscrite auprès du tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Lyon et de auprès de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes et rattachée à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon-Riom



Aux membres de l'association,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association HESPUL relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association HESPUL à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note page 19 de l'annexe des comptes annuels concernant « les autres événements significatifs de l'exercice et la note page 20 de l'annexe des comptes annuels « continuité d'exploitation ».

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Comme indiqué dans la note de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables pages 31 et 32 dans la rubrique « annexe libre – détail des subventions », « le montant des subventions est comptabilisé dès la signature. Les subventions sont comptabilisées à l'avancement. La quote-part d'avancement des subventions est constatée chaque année sur la base de l'avancement des actions et des contraintes contractuelles des coûts éligibles. » Nous nous sommes assurés de l'application de cette règle dans les comptes.





- Comme indiqué dans la note de l'annexe page 20 dans la rubrique « autres éléments significatifs – paragraphe : mesures mises en place », nous nous sommes assurés des informations mentionnées sur le PGE en cours.
- Comme indiqué dans la note de l'annexe page 35 dans la rubrique « filiales et participations », nous nous sommes assurés des informations mentionnées sur la filiale EPICES ENERGIE.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association HESPUL à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association HESPUL ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.





Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association HESPUL. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association HESPUL à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



**ABACUS AEC**  
**Audit Expertise Comptable**

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Millery, le 2 Juin 2026 en 4 exemplaires originaux dont 3 remis à HESPUL,

**ABACUS AEC :**

---

**Véronique BACO-ANTONIALI**

Commissaire aux comptes - Associée

---



# Bilan Actif

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	789 072	548 060	241 012	247 882
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes	136 526		136 526	119 987
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	24 945	20 280	4 665	
	Autres immobilisations corporelles	109 901	95 592	14 308	14 553
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations	203 824		203 824	203 824
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille	10 017		10 017	10 017
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	153 463		153 463	138 073
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 427 749</b>	<b>663 932</b>	<b>763 817</b>	<b>734 336</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production	24 957		24 957	67 665
	Produits finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>	317		317	608
	<b>CREANCES (2)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	192 409	291	192 118	167 939
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	635 503		635 503	1 333 675
	Charges constatées d'avance	15 553		15 553	15 479
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
	<b>Instruments financiers et jetons détenus</b>				
	<b>Disponibilités</b>	305 929		305 929	182 502
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>1 174 667</b>	<b>291</b>	<b>1 174 376</b>	<b>1 767 868</b>
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	<b>TOTAL ACTIF (I à VII)</b>	<b>2 602 416</b>	<b>664 223</b>	<b>1 938 193</b>	<b>2 502 204</b>

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

153 463

138 073

(2) dont créances à plus d'un an

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

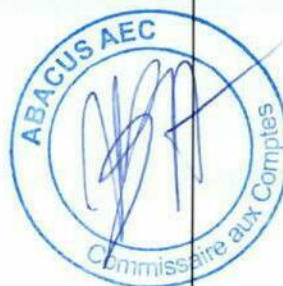
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires Fonds propres avec droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires Ecart de réévaluation Réserves Réserves statutaires ou contractuelles Réserves pour projet de l'entité Autres Report à nouveau Excédent ou déficit de l'exercice  Fonds propres consommables Subventions d'investissement Provisions réglementées	31/12/2025	31/12/2024
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>747 883</b>	<b>668 282</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>747 883</b>	<b>668 282</b>
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés sur subventions d'exploitation Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	29 027	30 008
	<b>Total des provisions</b>	<b>29 027</b>	<b>30 008</b>
DETTES	Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers (2) Instruments financiers à terme Avances et acomptes reçus sur commandes en cours Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	172 351 89 160 171 459 50 112	277 669 103 958 164 314 70 134
	Produits constatés d'avance	678 201	1 187 841
	<b>Total des dettes (1)</b>	<b>1 161 283</b>	<b>1 803 914</b>
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 938 193</b>	<b>2 502 204</b>
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	1 113 057	1 646 417
	(2) Dont emprunts participatifs		



# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>79 197</b>	<b>13 357</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation	6 153	7 586
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 159	3 116
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
<b>Total des produits financiers</b>		<b>8 312</b>	<b>10 702</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	5 423	7 334
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
<b>Total des charges financières</b>		<b>5 423</b>	<b>7 334</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>2 889</b>	<b>3 368</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>82 086</b>	<b>16 725</b>
	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>2 069</b>	<b>417</b>
	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>981</b>	<b>981</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>1 088</b>	<b>(564)</b>
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		3 573	(10 667)
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>1 791 724</b>	<b>1 693 695</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>1 712 123</b>	<b>1 666 867</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>79 601</b>	<b>26 828</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>		<b>3 000</b>	<b>13 274</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>		<b>3 000</b>	<b>13 274</b>





# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	3 346	2 812
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	5 344	5 220
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	934 321	792 189
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	571 696	655 827
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	8 686	3 947
	Mécénats	67 807	36 693
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	47 833	48 721
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		17 178
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	417	
	Autres produits	141 893	119 989
<b>Total des produits d'exploitation</b>		<b>1 781 343</b>	<b>1 682 576</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	5 357	5 220
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	1 124 610	1 103 121
	Aides financières	349	
	Impôts, taxes et versements assimilés	21 199	28 208
	Salaires	292 031	294 285
	Cotisations sociales	109 139	108 565
	Dotation aux amortissements et dépréciations	137 026	116 386
	Dotation aux provisions		8 297
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	12 436	5 137
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>1 702 145</b>	<b>1 669 219</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>79 197</b>	<b>13 357</b>



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 938 193** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 791 724** euros et un total **charges** de **1 712 123** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **79 601** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

## Objet social

L'association HESPUL est spécialisée dans le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Son objectif est de contribuer à l'avènement d'une **société sobre et efficace**, reposant sur les énergies renouvelables, tout en défendant les **valeurs d'équité et d'intérêt général**.

## Méthodes principales utilisées

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le règlement comptable ANC n° 2014-03.

Le règlement n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, adopté par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) en novembre 2022, et homologué par l'arrêté du 26 décembre 2023, sera d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté hormis l'impact nouveau règlement sur cycle exceptionnel et financier.





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros



Les principales méthodes utilisées sont :

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les durées d'amortissement retenues sont:

- Immobilisations incorporelles: 1 à 5 ans
- Immobilisations corporelles: 3 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels:

- Les immobilisations décomposables: l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Les immobilisations non décomposables: bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens décomposés.

Au 31/12/2025, la décomposition de la production immobilisée est la

Détail des acquisitions	Immobilisations en cours	Acquisitions de logiciels	Totaux
Production en cours <b>COUTOSUIX 2025</b>	48 943,00	42 219,00	91 162,00
Outils simulateur réseau	10 865,00	12 638,00	23 503,00
Immobilisations en cours <b>MIXEUR 2025</b>	76 718,00	65 130,00	141 848,00
<b>TOTAUX</b>	136 526,00	119 987,00	256 513,00

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros



## Stocks et en cours

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de revient de production. Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Les en-cours de production de services sont passées de 67 665 euros au 31/12/2024 à 24 957 euros au 31/12/2025 soit une variation de (42 709) euros.

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.

Ces dernières étaient constituées afin de couvrir deux risques : un risque endogène lié à des erreurs qui pourraient avoir lieu compte tenu de la difficulté de reporting sur ces programmes et un risque exogène lié à un défaut d'un partenaire.

Le premier risque est désormais maîtrisé grâce à l'utilisation de Coutosux pour le suivi des projets.

Le second risque a été reconsidéré. Cette décision s'attache aux retours d'expérience de 2022 et 2023 notamment suite aux différents audits sur le programme SMARTER et sur le nombre significatif de programmes européens obtenus.

Une provision de 20 729 € avait été réalisée en 2023 concernant le programme européen ASCEND pour 18 517 € et CLIMATUBERS pour 2 212 €.



# Règles et Méthodes Comptables



Etat exprimé en euros

En 2024, une provision de 8 297 € avait été constituée au titre du nouveau programme FORESI débuté en 2024 (soit 3% du produit constaté).

Ces 3 provisions sur programmes européens ont toutes été maintenues à l'identique en 2025.

Enfin, une provision de 981 € avait été constituée dans le cadre d'une procédure d'usurpation d'identité pour laquelle 981 € ont été dérobés.

Cette dernière a été reprise sur l'exercice 2025. Cette perte a été constatée dans les comptes car l'assurance de la banque n'a pas pu être sollicitée.

## Fiscalité

L'association est fiscalisée. Elle se compose de deux secteurs distincts. Une sectorisation comptable et fiscale est appliquée.

## ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

### Les immobilisations incorporelles

Au 01/01/2025, les coûts de développement en interne de CoutoSuix à hauteur de 42 219 euros ont été activés et ont été amortis sur une durée de 5 ans.

Au 01/01/2025, les coûts de développement en interne de Mixeur à hauteur de 65 130 euros ont été activés et ont été amortis sur une durée de 5 ans.

Au 01/01/2025, les coûts de développement en interne pour outil de simulation réseau à hauteur de 12 637 euros ont été activés et ont été amortis sur une durée de 5 ans.

### Les Fonds dédiés

Le règlement ANC n°2018-06 définit les fonds dédiés comme « la partie des ressources dédiées par les tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard ».

Ces sommes constituent un compte de passif appelé « fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « reports en fonds dédiés ».

Au 31/12/2025, aucun fonds dédiés n'a été constaté.

### Mise à disposition du personnel GEDERRA

Le montant facturé par GEDERRA au titre de la mise à disposition du personnel est de 738 584 € en 2025 contre 720 179 € en 2024.

Le nombre d'ETP est de 13.18 en 2025 contre 13.01 en 2024

# Règles et Méthodes Comptables



Etat exprimé en euros

## Indemnité de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité

Le nombre d'ETP au 31/12/2024 au sein de l'association HESPUL était de 21.62 contre 20.83 au 31/12/2025 et se décompose comme suit

- 13.18 ETP au titre de la mise à disposition via GEDERRA
- 7.65 ETP salariés en propre contre 8.61 au 31/12/2024.

## AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Marc JEDLIZCKA, directeur général et fondateur de l'association HESPUL a pris sa retraite le 30/09/2025.

Suite au départ en retraite de Marc JEDLIZCKA fin Septembre 2025, le président d'HESPUL a signé des conventions de délégations aux 3 co-directeurs : Olivier DAVID : délégation coordination globale, finances et ressources humaines + Maïté GARNIER : délégation sur la thématique "Energie et société" + Bruno GAIDDON : délégation sur la thématique "Expertise photovoltaïque et réseaux électriques »

Marc JEDLIZCKA travaillant malgré tout sur, en outre, le projet éolien, HESPUL a établi une procédure qui pose le fonctionnement du comptage des heures et de leur valorisation et un document qui sera fait annuellement lors de la clôture pour comptabiliser et valoriser les heures de bénévolat de Marc JEDLIZCKA en pied du compte de résultat.

## Crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt innovation

Une demande de crédit d'impôt INNOVATION pour l'année 2025 a été déposée à l'administration fiscale à hauteur de 4 435 €. En 2024, le montant du crédit d'impôt au titre de l'innovation était de 9 819 euros.

Aucune demande de crédit d'impôt RECHERCHE pour l'année 2025 n'a été déposée. En 2024 il avait été déposé à l'administration fiscale à hauteur de 3 114 €.

## Information au titre de l'impact de l'épidémie de Covid-19 sur l'activité de la société

La crise sanitaire actuelle liée au Covid-19 et la prolongation de l'état d'urgence jusqu'au 31 décembre 2021 dans le cadre de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 constituent des événements majeurs de l'exercice. La situation actuelle étant évolutive, les comptes ne prennent en compte que les éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes. A ce titre, les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leurs conséquences connues ou probables à la date d'arrêté des comptes.

## Méthodologie suivie



## Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les informations fournies portent sur les principaux impacts jugés pertinents, de l'évènement qui sont enregistrés dans ses comptes. Ces effets principaux sont détaillés en tenant compte des interactions et des incidences de l'évènement sur les agrégats usuels en appréciant leurs impacts.

Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également précisées.

### Mesures mises en place

Dans ce contexte de crise sanitaire, la société a sollicité le 22 décembre 2020, un prêt garanti par l'état de 145 000 €. Ce dernier a été souscrit auprès du Crédit Coopératif sur 72 mois encaissé le 04/01/2021. Le début des remboursements a débuté en février 2023.

Un prêt de 250 000 euros sur une durée de 84 mois a été conclu le 10 aout 2022.

Ces derniers ont été remboursés conformément aux échéanciers émis.

### Continuité d'exploitation

Au cours de l'exercice 2025, 101 800 € ont été remboursés au titre des emprunts en cours. Les dettes ont été honorées.

En outre, l'activité commerciale a fortement progressé sur cet exercice avec un niveau des prestations est de 977 029 € en 2024 contre 744 487 € en 2024.

En 2025, le résultat est de 79 601 € contre 26 828 € en 2024.

L'activité de développement de projets s'est poursuivie.

Le projet européen FORESI débuté en 2024 se poursuit (94 223 €).

Compte tenu des résultats, la continuité d'exploitation n'est donc pas remise en cause par ce résultat.



## Immobilisations

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions, créations, apport, et virements de poste à poste	Virements de poste à poste	Cessions ou mise hors srvc	

INCORPORELLES	Frais d'établissement					
	Frais de développement					
	Autres immobilisations incorporelles	789 072		136 526		925 598
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>789 072</b>		<b>136 526</b>		<b>925 598</b>

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencet aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels	16 758		8 187		24 945
	Instal., agencement, aménagement divers	40 868				40 868
	Matériel de transport	25 007			14 007	11 000
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	53 318		6 451	1 736	58 033
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>135 951</b>		<b>14 638</b>	<b>15 743</b>	<b>134 846</b>

FINANCIERES	Participations	203 824				203 824
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés	10 017				10 017
	Prêts et autres immobilisations financières	138 073		31 953	16 563	153 463
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>351 914</b>		<b>31 953</b>	<b>16 563</b>	<b>367 304</b>

<b>TOTAL</b>		<b>1 276 938</b>		<b>183 117</b>	<b>32 306</b>	<b>1 427 749</b>
--------------	--	------------------	--	----------------	---------------	------------------





## Amortissements

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

	Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
				Dotations	Diminutions	
<b>INCORPORELLES</b>						
Frais d'établissement						
Frais de développement						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles			421 203	126 856		548 060
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			<b>421 203</b>	<b>126 856</b>		<b>548 060</b>
<b>CORPORELLES</b>						
Terrains						
Constructions sur sol propre						
sur sol d'autrui						
instal. agencement aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels			16 758	3 522		20 280
Autres Instal., agencement, aménagement divers			33 637	1 414		35 051
Matériel de transport			25 007		14 007	11 000
Matériel de bureau, mobilier			45 996	4 933	1 387	49 541
Emballages récupérables et divers						
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			<b>121 399</b>	<b>9 868</b>	<b>15 394</b>	<b>115 872</b>
<b>TOTAL</b>			<b>542 602</b>	<b>136 725</b>	<b>15 394</b>	<b>663 932</b>

### Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
<b>TOTAL IMMOB INCORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal. agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
<b>TOTAL IMMOB CORPORELLES</b>							
Frais d'acquisition de titres de participation							
<b>TOTAL</b>							
<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>							



## Stocks et En-cours

Etat exprimé en euros

	31/12/2025	Début exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
<b>Matières premières et autres approvisionnements</b>				
Matières premières				
Autres approvisionnements				
<b>TOTAL I</b>				
<b>En-cours de production</b>				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres	24 957	67 665		42 709
<b>TOTAL II</b>	24 957	67 665		42 709
<b>Produits</b>				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
<b>TOTAL III</b>				
<b>Production stockée ( Total II + Total III )</b>				42 709
<b>Marchandises</b>				
Marchandises				
<b>TOTAL DES STOCKS ET EN-COURS</b>	24 957	67 665		42 709





## Créances et Dettes

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06


		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	153 463	153 463	
	Clients douteux ou litigieux	349	349	
	Autres créances clients	192 060	192 060	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	200	200	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	23 879	23 879	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	552 932	552 932	
	Groupe et associés	45 216	45 216	
	Débiteurs divers	13 276	13 276	
	Charges constatées d'avance	15 553	15 553	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>		<b>996 928</b>	<b>996 928</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		45 216		

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	172 351	124 125	48 226	
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	171 459	171 459		
	Personnel et comptes rattachés	8 316	8 316		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 500	17 500		
	Impôts sur les bénéfices	3 573	3 573		
	Taxes sur la valeur ajoutée	18 733	18 733		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	1 990	1 990		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés	89 160	89 160		
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	678 201	678 201		
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>1 161 283</b>	<b>1 113 057</b>	<b>48 226</b>	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		101 800			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)		89 160			



## Provisions

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	30 008		981	29 027
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>30 008</b>		<b>981</b>	<b>29 027</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients		291		291
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>		<b>291</b>		<b>291</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>30 008</b>	<b>291</b>	<b>981</b>	<b>29 318</b>

Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		291	981	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.				

Les expériences passées montrent que le risque sur un programme européen révèle deux risques principaux: Des variations entre le prévisionnel et le réalisé sur les charges de personnel ainsi qu'un défaut du coordinateur ou d'un partenaire du programme ayant un impact financier.

Au titre de l'exercice 2022, le montant de la provision pour risques et charges sur les programmes européens est de 14 634 euros, contre 29 268,96 euros en 2021. Une reprise de provision 14 634 € a été faite. Elle concerne principalement pour 13 844 € le programme européen Smarter terminé en 2021.

Les dotations comptabilisées en 2023 et 2024 concernent d'autres projets européens (ASCEND, CLIMATUBERS et FORESI) selon la même méthodologie.



## Charges à payer

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
<b>Total des Charges à payer</b>		<b>30 602</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>16 901</b>
<i>Fournisseurs - Factures non parvenues</i>	16 901	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>13 701</b>
<i>Congés à payer</i>	7 615	
<i>Ch. sociales sur congés à payer</i>	3 427	
<i>Charges sociales sur heures à récupérer</i>	493	
<i>Provisions pour heures à récupérer</i>	1 095	
<i>IJSS reçues / à reverser</i>	1 072	



## Produits à recevoir

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
<b>Total des Produits à recevoir</b>		<b>553 132</b>
<b>Autres créances</b>		<b>553 132</b>
<i>Personnels - Produits à recevoir</i>	200	
<i>ADEME - CRPV</i>	124 297	
<i>ADEME - portail éolien</i>	35 010	
<i>ADEME - PVPS</i>	48 000	
<i>ASCEND - programme européen</i>	171 462	
<i>Communauté de Communes de l'Ouest Rhodanien</i>	9 400	
<i>programme européen FORESI</i>	55 313	
<i>Métropole de Lyon</i>	13 651	
<i>CRPV - Métropole du Grand Paris</i>	30 000	
<i>GRDF</i>	9 000	
<i>PACA 5</i>	14 700	
<i>PILOT CITIES</i>	7 100	
<i>SYDER - Syndicat Départemental</i>	20 000	
<i>Service Public des Energies Vendéennes</i>	15 000	





## Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			15 553	15 553
AU TITRE DES ASSURANCES PRINCIPALEMENT				
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				15 553



## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2025
<b>Produits constatés d'avance - EXPLOITATION</b>				<b>678 201</b>
DONT PCA AU TITRE DES SUB ET MECENAT			628 679	
DONT PCA AU TITRE DES PRESTATIONS DE S.			49 522	
<b>Produits constatés d'avance - FINANCIERS</b>				
<b>Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS</b>				
<b>TOTAL</b>				<b>678 201</b>



La part des produits constatés d'avance relative aux subventions est de 1 156 878.54 euros en 2025 contre 624 679,55 euros en 2024



# Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros

31/12/2025

Chiffre d'affaires par secteur d'activité		982 374
<b>Ventes de marchandises</b>		<b>5 344</b>
Ventes de marchandises - Soumis	4 895	
Ventes de matériel animations Exo TVA et IS	449	
<b>Production vendue Services</b>		<b>977 029</b>
Prestation de services - S 20%	242 298	
Prestations de services - exonérées	2 806	
Exploitation - Soumis 20 %	81 152	
Développement informatique - S	28 665	
Développement informatique - Non soumis	50 000	
Coutosux - Soumis 20 %	85 107	
Coutosux - non soumis - UE	338	
Mixeur - Non Soumis	131 244	
Formations universitaires - Exonérées	9 300	
Formation professionnelle agréée Exonérée TVA	116 150	
Prestations diverses - Soumis 20%	79 841	
Prestation Diverses - Non soumises	49 286	
Refacturation de frais - S 20%	10 065	
Refacturation de frais - S 10%	1 769	
Refacturation de frais - Exonéré TVA et IS	89 007	
Chiffre d'affaires par marché géographique		982 374
<b>Chiffre d'affaires FRANCE</b>		<b>982 374</b>
Ventes de marchandises - Soumis	4 895	
Ventes de matériel animations Exo TVA et IS	449	
Prestation de services - S 20%	242 298	
Prestations de services - exonérées	2 806	
Exploitation - Soumis 20 %	81 152	
Développement informatique - S	28 665	
Développement informatique - Non soumis	50 000	
Coutosux - Soumis 20 %	85 107	
Coutosux - non soumis - UE	338	
Mixeur - Non Soumis	131 244	
Formations universitaires - Exonérées	9 300	
Formation professionnelle agréée Exonérée TVA	116 150	
Prestations diverses - Soumis 20%	79 841	
Prestation Diverses - Non soumises	49 286	
Refacturation de frais - S 20%	10 065	
Refacturation de frais - S 10%	1 769	
Refacturation de frais - Exonéré TVA et IS	89 007	



## Annexe libre

### DETAIL DES SUBVENTIONS

Etat exprimé en euros

Le montant des subventions est comptabilisé dès la signature. Les subventions sont comptabilisées à l'avancement. La quote-part d'avancement des subventions est constatée chaque année sur la base de l'avancement des actions et des contraintes contractuelles des coûts éligibles.

Le suivi de l'avancement des temps affectés par les salariés et des coûts aux projets financés est effectué sur le logiciel CoutoSuiX développé en interne par l'association HESPUL.

En fin d'exercice, une distinction est opérée sur les subventions :

- pour lesquelles le tiers financeurs a défini l'affectation de la subvention à un projet particulier et défini contractuellement
- pour lesquelles les financements ne sont pas affectés par les tiers financeurs ou donateurs à un projet déterminé

Si le tiers financeur a défini l'affectation de la subvention à un projet particulier et défini contractuellement et que la totalité des fonds n'a pas été utilisée, ces fonds sont dans ce cas affectés en fonds dédiés pour la quote-part non utilisée au titre de l'exercice. Mais si cette subvention couvre une durée supérieure à l'exercice, la quote-part relative aux exercices suivants est retraitée en produits constatés d'avance.





# Annexe libre

## DETAIL DES SUBVENTIONS

Etat exprimé en euros



Le montant des subventions se décompose principalement par:

Compte	Libellé	31/12/2025	31/12/2024
741ADEMAURA	ADEME AURA	-	2 314,76
741ADEME	ADEME-CRPV	101 185,41	120 127,70
741ADEMEOLIE	ADEME OLIE	83 768,07	16 259,13
741ADEMEPVPS	Subventions d'exploitation - A	7 388,93	-
741ASCEND	ASCEND - programme européen	93 224,13	96 836,37
741AURAAMICA	AMI CANTAL Région AURA	-	5 136,32
741CITOYENS	Au solaire citoyens! Lyon	2 396,08	603,92
741CLIMATUBE	Climatubers - Erasmus	-	2 750,75
741COR	Subventions d'exploitation - Communauté de C	23 509,00	21 532,66
741DGEC	Direction Générale de l'Energie	93 110,27	76 889,73
741FLEUREY	Commune de Fleurey sur Ouche	2 000,00	-
741FORESI	FORESI	71 397,78	94 223,03
741GDL	Subventions d'exploitation - Métropole de Lyon	34 128,00	73 075,00
741GDPARIS	CRPV - Métropole du Grand Paris	30 000,00	30 000,00
741PACA4	PACA 4	-	15 474,00
741PACA5	PACA 5	14 112,00	3 528,00
741PATH2LC	PATH2LC - programme Européen	-	47,32
741PILOTCITI	PILOT CITIES	15 476,61	96 657,82
741VILLEURBA	Mairie de Villeurbanne	-	5 000,00
		<b>571 696,28</b>	<b>655 826,99</b>

## Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2025

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance



En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés au trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 euros en 2025



Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2025-01	Commissaire aux comptes 1				Commissaire aux comptes 2			
	31/12/2025	31/12/2024	%	%	31/12/2025	31/12/2024	%	%
Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes								
Honoraires afférents à la certification des comptes	8 123	8 590	92,49	93,47				
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)	660	600	7,51	6,53				
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité								
Total	8 783	9 190	100,00	100,00				

(\*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité								
Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité (*)								

(\*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce pour les commissaires aux comptes et à l'article L.822-24 du code de commerce pour les OTI »



# Filiales et participations

A. Filiales (plus de 50%)

B. Participations (10 à 50%)

Etat exprimé en euros

31/12/2025

	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus		Montant net des prêts et avances consentis par la sté
			Brute	Nette	
<b>A1. Renseignements détaillés pour chaque filiale</b> EPICES	673 034	49,87	188 000	188 000	
<b>A2. Renseignements globaux pour les filiales non reprises au A1</b>					
<b>A. Total des filiales</b>					
<b>B1. Renseignements détaillés pour chaque participation</b>					
<b>B2. Renseignements globaux pour les participations non au B1</b>					
<b>B. Total des participations</b>					
<b>C. Total des filiales et des participations (A + B)</b>					
	Montant des engagements donnés par la sté	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société	Observations
<b>A1. Renseignements détaillés pour chaque filiale</b> EPICES					
<b>A2. Renseignements globaux pour les filiales non reprises au A1</b>					
<b>A. Total des filiales</b>					
<b>B1. Renseignements détaillés pour chaque participation</b>					
<b>B2. Renseignements globaux pour les participations non au B1</b>					
<b>B. Total des participations</b>					
<b>C. Total des filiales et des participations (A + B)</b>					



Au 31/12/2025, les capitaux propres sont de 673 035 € contre 227 506 € au 31/12/2024.

Les capitaux propres ne sont plus inférieurs à la moitié du capital social à la clôture de l'exercice du fait du résultat bénéficiaire en 2024.